Les chemins de fer du Sud ouest :

la ligne de Cornebarrieu à Lévignac







La déclaration d'utilité publique en date du 1er mai 1908 décidait de la création d'une ligne, d'une longueur de 16 kilomètres, se détachant de celle de Cadours, après Cornebarrieu : elle atteignait, en sites propres, la gare de Mondonville, puis celle de Daux et de Montaigut.

Cette création était une partie minime d'un réseau ferré, couvrant tout le sud-ouest.

Amorcé en 1896, le réseau atteignait son apogée en 1936, avec 408 km de lignes.

La gare de Montaigut était encadrée par deux ponts en ciment armé (technique récente à l'époque) de 8 et 9 mètres de long, sur un canal alimentant une usine. A la sortie de cette dernière localité, la voie venait en accotement jusqu'au terminus de Lévignac, situé à l'entrée de cette modeste bourgade (à l'époque!)

Ce fut la dernière ligne du réseau du sud-ouest, se greffant sur la ligne de Cadours.

Il s'agissait plutôt d'une ligne Toulouse/Lévignac, que d'un véritable embranchement car le trafic se faisait directement de et pour Toulouse.

La construction devait s'achever en mai 1911, mais en raison de retard dans les travaux, ce n'est qu'un an plus tard que l'exploitation commença.

Le trafic était assuré par des machines à vapeur de type « Decauville » et «Corpet-Louvet », dont la vitesse maximale était limitée à 25 km/heure..

Jusqu'à la déclaration de guerre en 1914, chaque ligne était desservie par trois aller/retour quotidiens, auxquels s'ajoutaient des services partiels pour foires et marchés.

Ainsi, la liaison Toulouse/Lévignac s'effectuait en 1h20.

En pleine période d'hostilités, il n'exista plus qu'un seul aller/retour quotidien.

Le coût (onéreux !) du ticket : 4F60 au km avec la traction vapeur participa certainement au déclin des chemins de fer du sud-ouest.

En 1947, la régie décida de mettre sur route la plus grande partie de ses lignes.

Le 1er janvier de cette année là, la ligne de Lévignac fut fermée à tout trafic ; peu de temps après, celle de Toulouse/Cadours fut à son tour supprimée. Un sursis fut accordé à la ligne de Boulogne jusqu'au 31 décembre 1949.

